



11 juillet 2008 - 11:08

[Accueil](#)[Le philosophe ?](#)[Éditoriaux](#)[Opinions](#)[Inscrivez-vous](#)[Rédaction](#)[Recherchez](#)

Éditorial

La désinformation du journal La Presse

► [Page frontispice des éditoriaux](#)

13 avril 2007 18:10

Désinformer : informer de manière à cacher certains faits ou à les falsifier. C'est bien ce que fait le journal La Presse. Le Petit Robert nous indique aussi que ce mot date de 1959. Mais la désinformation médiatique a commencé avant cela en Amérique du Nord.

Un livre paru en décembre 2006, intitulé *petit cours d'autodéfense intellectuelle** nous apprend que la première grande expérience de propagande médiatique aux États-Unis a été conduite par la Commission Creel. Créée à l'époque de la Première Guerre mondiale, celle-ci avait pour tâche de convaincre la population, alors pacifiste, à entrer en guerre. Walter Lippmann, un membre de cette commission, considéré comme le journaliste américain le plus écouté après 1930, aurait qualifié le travail de celle-ci comme étant une « révolution dans la pratique de la démocratie », où une « minorité intelligente » a été responsable de « fabriquer le consentement » du peuple.

Au Québec, comme je l'ai déjà mentionné, le journal La Presse a gravement manqué à ses devoirs dans l'affaire du viaduc de la Concorde. [Mon précédent article](#) a démontré que le premier ministre Jean Charest et son ministre des Transports Michel Després ont menti à la population en affirmant qu'ils n'avaient jamais été mis au courant des notes de service révélées par Mario Dumont lors du débat des chefs. Il dénonçait aussi le travail des médias dans ce dossier, qui n'ont jamais confronté Charest et Després. Alors que la Commission d'enquête sur le viaduc de la Concorde (CEVC) a débuté ses premières audiences le 10 avril dernier, La Presse continue sa campagne de désinformation.

Dans son édition du 10 avril, le journaliste Bruno Bisson rapporte que « Mario Dumont a accusé le premier ministre d'avoir délibérément retardé les travaux de la commission, pour ne pas que cette histoire devienne un enjeu des élections ». Et le journaliste de conclure de façon catégorique : « L'accusation lancée en plein débat télévisé était fausse ». Or, en deux phrases, Bruno Bisson vient ici de réaliser tout un exploit de désinformation. Hormis que l'accusation rapportée par Bisson n'ait pas été faite lors du débat des chefs, l'approche du journaliste est biaisée. Il discrédite totalement Dumont sur un détail, et oublie de parler de l'essentiel : le chef de l'ADQ s'est surtout appliqué à dénoncer que Charest et Després ont caché des informations importantes à la population.

La chronique de Michèle Ouimet du 12 avril fait aussi dans la désinformation. La journaliste blâme le ministère des Transports pour son inertie et sa négligence dans l'affaire du viaduc. Mais Mme Ouimet n'accuse jamais celui qui était au-dessus du Ministère, à savoir le

gouvernement libéral. C'est lui qui fixait le budget, et qui disait au Ministère de faire avec. Alors qu'il aurait dû faire le contraire : établir des normes d'entretien et de sécurité à respecter, et ajuster le budget si la situation l'exige. Mme Ouimet va même jusqu'à pointer du doigt le syndicat des ingénieurs, qui « se tient d'ailleurs les fesses serrées. Il sait que le travail de ses membres sera examiné sous toutes ses coutures ». S'il y a bien des gens rigoureux d'un point de vue technique, ce sont bien les ingénieurs. S'il n'en tenait qu'à eux, les ponts du Québec seraient dans un état impeccable. Ce sont plutôt les comptables qui les ralentissent dans leur souci de rigueur. Et le comptable ici, c'était le gouvernement libéral. Le syndicat des ingénieurs du ministère des Transports avait demandé la démission de Pierre-Marc Johnson et du commissaire Armand Couture, mettant en doute leur impartialité, et Mme Ouimet se permet une petite flèche pour le discréditer.

Ce qui est incroyable, c'est que depuis la révélation des notes de service par Dumont le 13 mars dernier, aucun article ni éditorial dans La Presse n'a mentionné les statistiques du ministère des Transports, qui démontrent que le pourcentage de ponts et structures en bonne condition est passé de 58,1 % en 2002-2003, au moment où le PLQ a pris le pouvoir, à 53,3 % en 2005-2006 (page 48). En fait, c'est cela la vraie désinformation. Ce n'est pas tant que l'information publiée ne dise pas la vérité, c'est surtout qu'on ne nous présente pas la bonne information et qu'on ne pose pas les bonnes questions.

Les travaux de la CEVC s'étendront sur une période de 8 à 10 semaines. Charest et Després seront-ils amenés à témoigner ? Que ce soit le cas ou non, il reste à voir si le « plus grand quotidien français d'Amérique » blâmera directement le gouvernement libéral pour sa négligence dans cette affaire, et confrontera Charest et Després sur leur supposée méconnaissance de l'existence des notes de service. Si ce n'est pas le cas, cela constituera un des cas les plus flagrants de désinformation au Québec.

Dans un autre ordre d'idées, aucun éditorial ni aucune chronique publiés dans La Presse depuis le débat des chefs le 13 mars, n'éclairent le lecteur sur la vision de Mario Dumont, en référant au contenu du livre que celui-ci a écrit en 2005. Aucun. On parle de quelqu'un, on l'accuse, on conclut, mais personne ne cite le livre que Dumont a pris la peine de rédiger pour étayer sa pensée.

La Presse est définitivement en faveur du Parti libéral. L'éditorial d'André Pratte du 22 mars, qui faisait connaître les préférences électorales du quotidien, est clair à ce sujet. Il titrait : « Pour un gouvernement libéral majoritaire ». Le journal choisit ses chroniqueurs en conséquence. À force de lire leurs écrits, on se rend compte qu'ils renferment des biais importants. Ils sont là beaucoup plus pour convaincre, que pour faire réfléchir. Ces textes ressemblent à un champ de blé agité par le vent. Ils n'ont pas tous exactement la même direction, mais il y a une orientation commune qui s'en dégage.

Pendant la campagne électorale, le Directeur général des élections a averti un duo dénonçant le PLQ sur YouTube, Les Alarmistes, comme quoi leurs vidéos pouvaient représenter une dépense électorale. Mais on peut se demander si ce n'est pas le journal La Presse qu'il aurait dû avertir. Le quotidien est d'autant plus dangereux qu'il se fait passer pour le messenger de la vérité, alors qu'il porte très souvent le manteau de la propagande.

Normand Baillargeon, l'auteur du *petit cours d'autodéfense intellectuelle*, cite Harold Laswell**, un des plus éminents spécialistes des médias dans les années '30, « qui expliquait qu'il importe surtout de ne pas succomber

à ce qu'il nommait le "dogmatisme démocratique", c'est-à-dire l'idée selon laquelle les gens ordinaires seraient en mesure de déterminer eux-mêmes leurs besoins et leurs intérêts et qu'ils seraient donc en mesure de choisir par eux-mêmes ce qui leur convient. Cette idée est complètement fautive, assurait Laswell. La vérité est plutôt qu'une élite doit décider pour eux ». Le journal La Presse a semble-t-il, bien compris ce message.

Cet article s'est appliqué à dénoncer la désinformation transmise par le journal La Presse, mais ce phénomène est aussi présent dans les autres grands médias, comme Radio-Canada, le Journal de Montréal et Le Devoir.

* petit cours d'autodéfense intellectuelle, Normand Baillargeon, Lux Éditeur, 3e trimestre 2006, www.luxediteur.com, p. 276-277

** idem, p. 279

► [Écrivez un commentaire](#)

Commentaires (ordre chronologique)

Par jean claude pomerleau

16 avril 2007 19:33 j.c.pomerleau@sympatico.ca

Considérant le "travail" de la médiacratie fédéraliste, il serait temps de créer un Observatoire Critique des Médias, afin de contrer leurs manipulations.

Par Christian Charron

16 avril 2007 21:26 christian_charron@yahoo.ca

@ M. Pomerleau,

On va faire mieux que cela M. Pomerleau. Une solution s'en vient.

► [Haut de la page](#)

Copyright © Nouvel Angle Inc. Tous droits réservés.